

**INTERVIEW ACCORDEE PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE,
MAITRE ROCKFELLER VINCENT, A L'AGENCE REUTERS**

1. Les homicides et les enlèvements ont augmenté au cours des deux dernières années selon les chiffres officiels. Certains disent que l'insécurité est pire depuis 2004, d'autres disent même avant cela. À quoi le gouvernement attribue-t-il cela et que fait-il pour s'attaquer au problème ? Le changement de DG de la PNH fera-t-il une différence ?

R : Il ne faut surtout pas comparer l'incomparable. En 2004, il y avait une rébellion armée qui a contribué au renversement d'un Gouvernement constitutionnel. Après la chute du régime d'alors, une situation de chaos régnait dans le pays, mais aujourd'hui le tableau est tout à fait différent. Nous avons pu garder une stabilité politique malgré la velléité de certains d'interrompre l'ordre constitutionnel par la violence. Il faut admettre que les réformes courageuses au profit du plus grand nombre effectuées par l'administration Moïse-Joachim pour lutter contre le pillage systématique des caisses publiques par un petit groupe d'oligarques corrompus entravent grandement ces gens qui jouissaient de ce système injuste. Cela a provoqué une situation d'insécurité récurrente qui terrorise la population et la plonge davantage dans la précarité.

Toutefois, le Gouvernement dans le souci de rétablir la paix dans la cité effectue certains changements au niveau de la Police nationale. Le changement du Directeur Général participe de cette détermination sans failles de rétablir la quiétude d'esprit chez le peuple haïtien. Pour cela, l'harmonisation et une bonne coordination de la chaîne de commandement sont fondamentales. Il est tôt pour évaluer l'apport du nouveau Directeur Général, cependant il n'a qu'à faire la différence « trop c'est trop », car la population en a marre. Sur ce point, moi, comme supérieure hiérarchique directe du commandant en chef de la PNH, j'attends des résultats rapides et concrets.

2. L'ONU dit que la police a besoin de plus de personnel et d'armes de toute urgence et que les gangs sont bien mieux équipés. Le gouvernement envisage-t-il d'investir dans ce domaine ? Haïti est-il toujours sous embargo pour l'importation d'armes et comment mieux armer la police ? Comment expliquer que de nouvelles armes arrivent régulièrement en Haïti et que les bandits les montrent sur les réseaux sociaux ?

R : Le renforcement de la Police nationale tant en ressources humaines que matérielles est une obligation et une grande préoccupation pour le Président de la République. Le Gouvernement fait de cela une grande priorité ; il suffit de regarder la part budgétaire allouée à celle-ci. Haïti est toujours sous embargo pour l'importation d'armes, cependant le gouvernement trouve des moyens pour acheter certaines catégories d'armes et de munitions pour assurer la sécurité des vies et des biens des haïtiens. La sécurité intérieure qui permet de contrôler effectivement notre territoire est un attribut de souveraineté. Les gangs sont lourdement armés. Ils exhibent leur arsenal sur les réseaux sociaux. Malgré les efforts manifestes des forces de l'ordre, les trafiquants d'armes contournent le

DISSEMINATED BY MERCURY PUBLIC AFFAIRS, LLC, A REGISTERED FOREIGN AGENT, ON BEHALF OF THE GOVERNMENT OF HAITI. MORE INFORMATION IS ON FILE WITH THE DEPT. OF JUSTICE, WASHINGTON, DC.

système pour faire venir des armes sur le territoire en contrebande. Les actions que ce Gouvernement posent actuellement au niveau des ports renforcent ce nécessaire contrôle pour fermer les couloirs informels et illégaux d'approvisionnement d'armes à feu.

3. Il y a eu plusieurs massacres, comme La Saline, dont les responsables n'ont pas encore été traduits en justice. Des témoins ont vu plusieurs responsables pendant le massacre. Quelques-uns ont même été licenciés des mois plus tard, mais ils n'ont jamais été arrêtés. L'ambassade des États-Unis a de nouveau demandé récemment que justice soit rendue deux ans plus tard. Les experts disent que ce type d'impunité ne fait qu'encourager davantage de crimes. Pourquoi justice n'a-t-elle pas été rendue ?

R : Sur cette question très importante, car il s'agit, entre autres, d'actes attentatoires à la vie, il y a lieu d'être clair sur les efforts effectués par le Gouvernement pour faciliter l'aboutissement de l'enquête. Tout d'abord, le Gouvernement condamne et se dissocie de toute sorte d'actes causant la mort d'haïtiens. Ce dossier, à la diligence du Parquet de Port-au-Prince qui représente l'Exécutif dans le judiciaire, est actuellement au Cabinet d'instruction. Après analyse, le Commissaire du Gouvernement a estimé qu'il est opportun de mettre l'action publique en mouvement contre les présumés auteurs, co auteurs et complices de ce dit dossier.

Il y a lieu de noter à ce niveau que le Gouvernement ne peut pas interférer dans le travail d'un juge d'instruction qui jouit légalement de toute son indépendance. Vu que les noms de deux fonctionnaires de l'Exécutif ont été cités à tort ou à raison, le Président de la République, Son Excellence Jovenel MOISE, respectueux de la justice et voulant éviter tout rapport d'influence, avait clairement exigé la démission de ces personnalités afin qu'elles se mettent à la disposition de la justice. Il a même révoqué l'une d'entre elles qui tardait à soumettre sa lettre de démission. S'il est évident que toute personne poursuivie jouit de la présomption d'innocence, il n'en demeure pas moins que leur fonction peut constituer un obstacle à la bonne marche de la justice. Ce que le Président MOISE a compris en demandant leur retrait.

Pour votre information, certaines personnes inculpées ont initié par devant la Cour de cassation une procédure en dessaisissement du juge d'instruction qui travaille sur ce dossier. Donc, encore, il revient à la justice qui est indépendante et qui ne dépend pas du Gouvernement dans le cadre de son travail d'assumer ses responsabilités et de condamner tous ceux et toutes celles qui méritent d'être condamnés.

4. Pourquoi le processus de désarmement de la CNDDR a-t-il fonctionné puis s'est soudainement arrêté ? La CNDDR a-t-elle rendu visite aux gangs sur leur territoire ou simplement des conversations téléphoniques ? Et la CNDDR est-elle la raison de la fédération des gangs ?

R : La CNDDR est une initiative du Gouvernement visant à encourager la remise volontaire des armes détenues par des bandits contre une éventuelle réinsertion. Cette institution a

DISSEMINATED BY MERCURY PUBLIC AFFAIRS, LLC, A REGISTERED FOREIGN AGENT, ON BEHALF OF THE GOVERNMENT OF HAITI. MORE INFORMATION IS ON FILE WITH THE DEPT. OF JUSTICE, WASHINGTON, DC.

déjà fait ses preuves dans le passé mais elle ne remplace pas les forces de l'ordre. Sa mission est basée sur la confiance. Elle doit entretenir des rapports d'échanges cordiaux avec les groupes armés pour les porter à rendre les armes. C'est à ce titre qu'elle peut visiter les lieux. La fédération des gangs n'a jamais été une œuvre gouvernementale. **JAMAIS**. La CNDDR n'a pas dans sa feuille de route de fédérer les groupes armés. Au contraire, elle a pour mandat de les porter à remettre les armes. Le travail de cette commission ne s'arrête pas. Les discussions se poursuivent. Les gangs n'ont d'autre salut que de d'être démantelés de gré ou de force. Le Gouvernement est très déterminé en ce sens.

5. Sur la question des enlèvements - pourquoi la PNH a-t-elle bouclé le Village de Dieu sans jamais attaquer pendant des semaines, puis s'est finalement retirée ?

R : Le village de Dieu est un espace habité par des paisibles citoyens pris en otage par des bandits armés. Effectivement, la police a bouclé le village et avait même lancé un ultimatum aux gens du village. Immédiatement, les organismes de défense des droits de l'homme montent au créneau pour dénoncer un éventuel massacre dans le village, considérant la situation d'otage de la population pacifique et le risque potentiel de perte collatérale dans une intervention policière, le Gouvernement a privilégié le dialogue via la CNDDR. C'est ce qui a permis le déplacement du siège policier de la zone. D'autres méthodes sont aussi mises à profit. Par la suite, cette stratégie a favorisé l'arrestation de plusieurs bandits notoires du village. A preuve, sur mandat d'amener du Commissaire du Gouvernement, un adjoint d'un ancien chef de gang de ce village qui est actuellement en prison, vient d'être arrêté en République dominicaine.

6. Les organisations de défense des droits de l'homme affirment que les massacres se produisent souvent dans les quartiers où vivent de nombreuses personnes de l'opposition et des jours avant le début des manifestations. Ils disent que cela semble être une méthode pour empêcher les gens de sortir et de protester contre le gouvernement. Le chef de gang, Barbecue, a même averti directement l'opposition le mois dernier de ne pas sortir et de manifester le 17 octobre. Quelle est votre réponse à cela ? Le gouvernement travaille-t-il avec les gangs pour réprimer l'opposition, at-il payé Ti Lapli?

R : Que cela soit clair et sans équivoque pour tout le monde : Le Gouvernement auquel j'appartiens qui est dirigé par le Président Jovenel MOISE et le Premier Ministre Joseph JOUTHÉ n'entretient aucun rapport, ni de près ni de loin avec les gangs. Moi en tant que Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique, sous les instructions très fermes du Président de la République, j'ordonne régulièrement à la Police Nationale d'Haïti qui relève de moi, de traquer sans concession et sans répit toutes personnes indistinctement, quel que soit leur appartenance, qui participent à des activités criminelles ou qui se regroupent en bandes armées pour semer la terreur dans le pays. Que cela soit clair pour vous, les gangs représentent pour le Gouvernement l'ennemi public numéro 1. Nous conduisons une croisade contre ces hors la loi qui, souvent, sont utilisés pour essayer de déstabiliser

DISSEMINATED BY MERCURY PUBLIC AFFAIRS, LLC, A REGISTERED FOREIGN AGENT, ON BEHALF OF THE GOVERNMENT OF HAITI. MORE INFORMATION IS ON FILE WITH THE DEPT. OF JUSTICE, WASHINGTON, DC.

le Gouvernement en créant le chaos généralisé. Nous travaillons à remonter leur filière, leurs sources de financement, les auteurs intellectuels pour les traduire par devant la justice. Pourquoi, contre ces bandits de tout poil, nous avons décrété récemment « tolérance zéro ».

7. Certaines personnes faisant partie des gangs ont été photographiées portant des uniformes de policiers ou utilisant des voitures de police, y a-t-il des policiers haïtiens qui coopèrent avec les gangs ?

R : Il n'est pas à exclure totalement que des policiers peuvent perdre le chemin de la droiture pour passer de l'autre côté. Toutefois, ils subiront les mêmes peines que les autres bandits. La « tolérance zéro » sera appliqué en toute rigueur. Il est tout aussi possible que des bandits se déguisent avec des faux uniformes de la police pour bernier la population et mieux réussir leur entreprise criminelle de la même manière pour les véhicules estampillés "police nationale". Des mesures sont en train d'être prises pour déjouer cette stratégie de ces bandits.

8. Pourquoi depuis fin août, le quartier de Bel Air est toujours attaqué par des bandes armées. Depuis, certains résidents vivent dans des abris. L'accès par la route est encore impossible à cause des barricades de branches d'arbres et des voitures incendiées. Pourquoi aucun effort pour résoudre ce problème ?

R : La situation du Bel Air est révoltante. Le Gouvernement a l'impérieuse obligation de rétablir l'ordre dans la zone mais il faut noter que cette situation tient du fait de la proximité de gangs rivaux qui se battent pour leur zone d'influence, et la population pacifique se trouve piégée sous les balles de ses gangs. La Police nationale est instruite et elle est en train de tout mettre en œuvre afin de rétablir l'ordre dans ce quartier situé au cœur de la capitale. La sérénité et la liberté de mouvement seront très vite de retour dans cette zone.

DISSEMINATED BY MERCURY PUBLIC AFFAIRS, LLC, A REGISTERED FOREIGN AGENT, ON BEHALF OF THE GOVERNMENT OF HAITI. MORE INFORMATION IS ON FILE WITH THE DEPT. OF JUSTICE, WASHINGTON, DC.